# Le Partenariat atlantique à l'épreuve de la multipolarité : la fin des illusions

Jean-Yves Haine

Dans Politique étrangère 2015/4 Hiver , pages 119 à 129
Éditions Institut français des relations internationales

**ISSN 0032-342X**
**ISBN 9782365674539**
**DOI 10.3917/pe.154.0119**
**Date de mise en ligne : 09/12/2015**

**Article disponible en ligne à l'adresse**
https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2015-4-page-119?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

**Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.**
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

# Le Partenariat atlantique à l'épreuve de la multipolarité : la fin des illusions

Par **Jean-Yves Haine**

**Jean-Yves Haine**, docteur en science politique, enseigne à l'université Sorbonne-Nouvelle, Paris 3[1].

La solidarité européenne semble se déliter au moment où l'Europe pèse moins dans la stratégie de l'Amérique et où la multiplication des pôles affirme la divergence des intérêts sur la scène internationale. Dans ce contexte, le coût du ralliement sans condition des Européens à la protection américaine augmente sensiblement, comme on peut le voir à propos de la crise ukrainienne. L'autonomie en matière de sécurité est devenue une nécessité géopolitique pour les Européens.

**politique** étrangère

L'Alliance atlantique a-t-elle encore un sens ? La question peut sembler incongrue à la lumière de la crise ukrainienne. La résurgence d'une menace russe, même circonstanciée et limitée, semble avoir refondé l'Alliance dans son rôle de dissuasion et de défense collective, et l'OTAN a confirmé en juin dernier le positionnement temporaire d'armes lourdes dans six pays alliés de sa frontière orientale[2]. Activités et exercices militaires, y compris avec des pays non membres comme la Suède, se sont multipliés, et la défense territoriale est redevenue l'horizon stratégique principal. Derrière ce renouveau et ces promesses se cachent cependant des éléments inquiétants et des évolutions moins positives.

## Crises européennes, illusions atlantiques

L'Union européenne est en crise profonde. Des politiques d'immigration à la gouvernance de l'euro, les États européens se divisent, et la règle du consensus

1. Une version plus longue de ce texte a été publiée dans *International Affairs*, vol. 91, n° 5, septembre 2015, sous le titre : « A New Gaullist Moment? European Bandwagoning and International Polarity ».
2. Les États-Unis ont positionné temporairement plus de 250 chars de type *Bradley* et d'autres véhicules lourds en Bulgarie, Pologne, Roumanie et dans les trois pays Baltes, mais sans les bataillons qui les rendent opérationnels. Une série d'exercices organisés par l'OTAN se sont succédés depuis mai 2015, y compris en Suède. Pour un récapitulatif de l'assistance américaine au sein de l'opération *Atlantic Resolve*, aller sur : <www.defense.gov>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

fondé sur l'intérêt commun tend à s'effacer au profit des lignes rouges, des vetos de la souveraineté nationale. L'euro, la plus importante réalisation de l'intégration européenne depuis deux décennies, a creusé les inégalités entre États plutôt qu'il ne les a aplanies, et attisé les dissensions politiques plutôt qu'il n'a favorisé le bien commun. À l'ambition d'une Europe de la solidarité prudentielle de Monnet – Europe des socialisations « cosmopolites et fructueuses » chères à Kant –, s'impose une Europe des Nations, divisée par le gain relatif, minée par le jeu à somme nulle et en définitive soumise à la prérogative nationale – l'Europe de la « comparaison envieuse » dénoncée par Rousseau[3]. Au-delà des « Grexit », « Brexit » et autres risques existentiels qui planent sur son avenir plus ou moins proche, ces discordes récurrentes ne sont pas sans conséquences sur la capacité de l'Union à parler d'une seule voix. Plus que la précarité des ressources, c'est l'absence de solidarité qui explique l'échec de la politique de sécurité et de défense commune.

Vis-à-vis de la menace russe, l'unité européenne est plus fragile qu'il n'y paraît. Vulnérabilités et intérêts divergent entre Européens, le facteur russe divisant autant qu'il unit. Moscou, qui a toujours cherché à diviser les Européens, profite de ces désaccords avec parfois la complicité des uns ou des autres. S'il y eut bien un sursaut d'unité au pire de la crise ukrainienne, les facteurs centrifuges ont rapidement resurgi. Les opinions publiques européennes se déclarent peu enclines à venir au secours d'un allié. Une majorité de personnes interrogées, en France, en Italie et en Allemagne, est opposée à l'usage de la force si l'un des alliés est attaqué par Moscou[4]. La solidarité s'évapore dès que le danger se rapproche. Mais les Européens restent pourtant confiants, sans doute à cause de leurs divisions, dans la garantie américaine : les Européens ne semblent pas prêts à s'entraider mais ils sont convaincus que l'Oncle Sam le fera pour eux. Une attitude qui, sans être nouvelle, est de plus en plus irréaliste.

La position de l'Europe dans la stratégie américaine n'a cessé de se dégrader depuis plusieurs décennies : Washington ne considère plus l'Europe comme un théâtre stratégique prioritaire. Comme l'ont montré leur réticence à s'engager dans les Balkans et leur empressement à se déployer au Moyen-Orient après le 11 Septembre, les États-Unis ne semblent pas avoir d'autre

3. Voir K. Waltz, « Kant, Liberalism, and War », *American Political Science Review*, vol. 56, n° 2, juin 1962, p. 331-340 et S. Hoffmann, « Rousseau on War and Peace », *American political Science Review*, vol. 57, n° 2, juin 1963, p. 317-333.

4. En France, plus de 53 % des personnes interrogées sont opposées à l'usage de la force si l'un des alliés est attaqué ; en Italie et en Allemagne, les résultats sont respectivement de 51 % et 58 %. Par contre, de solides majorités pensent que les États-Unis viendraient au secours d'un membre de l'OTAN en cas d'attaque russe et seuls 49 % des Polonais pensent que Washington viendrait en aide aux pays membres de l'OTAN. Voir K. Simmons, B. Stokes et J. Poushter, « NATO Publics Blame Russia for Ukrainian Crisis, but Reluctant to Provide Military Aid », Pew Research Center Global Attitude Survey, 10 juin 2015.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

ligne de conduite en Europe que le désengagement. Avec, en sus, un intérêt croissant pour les défis et opportunités du Pacifique. Au-delà de l'administration Obama, la nouvelle génération de responsables du Pentagone et du Département d'État est plus proche des collines d'Afghanistan et des sables d'Irak que du Vieux continent de l'après-Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide. De la Géorgie à l'Ukraine, les États européens, y compris les plus atlantistes, découvrent un soutien américain de plus en plus formel et évasif, souvent minimal et toujours conditionnel. Mais on ne se débarrasse pas facilement du confort de la protection américaine.

L'aveuglement est d'autant plus coupable que le système international a changé et que la position américaine y a significativement évolué. Se rallier à la puissance dominante – *bandwagoning* dans le jargon des relations internationales[5] –, pouvait faire sens quand l'Europe, affaiblie après le second conflit mondial, était confrontée à la menace soviétique. Dans un monde où seule la confrontation entre Washington et Moscou importait, la recherche de l'autonomie stratégique était largement illusoire. Les efforts en ce sens du général de Gaulle, de 1958 à 1963, furent vains. Après la chute du Mur de Berlin, le maintien formel de l'Alliance atlantique n'a pas empêché un découplage réel dans les Balkans : en Bosnie, puis au Kosovo où les choix opérationnels américains ne concordaient pas avec ceux des Européens. Cette divergence transatlantique et la faiblesse des moyens européens furent à la base de la déclaration de Saint-Malo, acte fondateur de la coopération de défense européenne lancée en 1999[6]. Dans un monde unipolaire, l'Union reconnaissait que l'assistance de la superpuissance américaine n'était plus automatique, mais soumise aux aléas de la politique intérieure à Washington. Le système actuel évoluant vers la multipolarité, les choix des États-Unis deviennent plus limités. Leur engagements se mesurent à l'aune de la compétition internationale. La solidarité avec les Européens peut être réelle mais l'action demeure limitée en raison des conséquences potentielles vis-à-vis des autres grandes puissances.

De la combinaison de deux facteurs – crise de l'intégration, crise de la solidarité en Europe – et de deux tendances – fin du privilège transatlantique,

5. Concept introduit par A. Wolfers, *Discord and Collaboration: Essays on International Politics*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1962, p. 124. Voir aussi R. L. Schweller, « Bandwagoning for Profit: Bringing the Revisionist State Back », *International Security*, vol. 19, n° 1, été 1994, p. 72-107. Voir aussi E. J. Labs, R. G. Kaufman et S. M. Walt, « Balancing vs. Bandwagoning: A Debate », *Security Studies*, vol. 1, n° 3, printemps 1992, p. 448-482.

6. « L'Union européenne doit pouvoir être en mesure de jouer tout son rôle sur la scène internationale… À cette fin, l'Union doit avoir une capacité autonome d'action, appuyée sur des forces militaires crédibles, avec les moyens de les utiliser afin de répondre aux crises internationales. », déclaration franco-britannique, Saint-Malo, 4 décembre 1998. Voir aussi J.-Y. Haine, « The European Crisis of Liberal Internationalism », *International Journal*, vol. LXIV, n° 2, juin 2009, p. 453-479 et R. Gowan et N. Witney, « Why Europe Must Stop Outsourcing Its Security », Londres, European Council on Foreign Relations, décembre 2014.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

émergence d'un monde multipolaire – pourrait naître un nouveau temps gaullien pour l'Europe, imposant l'exigence d'une autonomie politique et d'une indépendance stratégique. Vu le nombrilisme européen et les dissensions entre les principaux partenaires de l'Union, il est peu probable que les efforts nécessaires soient entrepris pour achever prochainement cette autonomie stratégique. Mais il est temps de réévaluer la stratégie du ralliement et d'en assumer les conséquences, de reconsidérer les avantages du partenariat transatlantique et d'en accepter ses limites.

### *Le ralliement et ses coûts*

Le ralliement est souvent l'option du moindre mal. L'Alliance atlantique de 1949 ne fut pas l'engagement automatique qu'espéraient les Européens, l'aide américaine fut d'abord économique, ensuite seulement militaire, souvent conditionnelle et parfois symbolique. Le partenariat atlantique, fondamentalement inégal, évolua plus au gré des exigences de Washington qu'en fonction de la menace soviétique[7]. Pour une majorité d'Européens, une fois la menace soviétique disparue, il était tentant, confortable et rentable de s'en remettre au grand frère américain pour la sécurité de l'Europe. Le protectorat de l'Alliance permettait aux pays européens de se concentrer sur l'intégration en bénéficiant des dividendes de la paix. Pour un coût négligeable, les Européens pouvaient espérer que Washington leur viendrait en aide dans une crise grave. Mais le choix de la dépendance peut avoir un coût exorbitant.

Vivre aux dépens de la puissance dominante implique une perte significative d'autonomie stratégique. Les décisions pertinentes en matière de sécurité et d'usage de la force sont prises par la superpuissance. Elle seule définit risques et menaces, et élabore une stratégie dont les partenaires sont largement exclus. S'ils sont conviés à y participer, information et consultation seront assurées, mais la prise de décision restera inaccessible. Dans la plus grave crise de la guerre froide – les missiles à Cuba –, les alliés européens ne furent informés qu'une fois les décisions prises par l'administration Kennedy[8]. De même, après la chute du Mur, Washington décida presque unilatéralement l'élargissement de l'Alliance – une initiative diplomatique dont les conséquences devaient être fondamentales pour

7. Voir M. Trachtenberg, *A Constructed Peace, The Making of the European Settlement, 1945-1963*, Princeton, Princeton University Press, 1999 et T. P. Ireland, *Creating the Entangling Alliance: The Origins of the North Atlantic Organization*, Westport (Connecticut), Greenwood Press, 1987.

8. Voir P. Nash, *The Other Missiles of October; Eisenhower, Kennedy and the Jupiters, 1957-1963*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1997 ; F. Costigliola, « Kennedy, the European Allies and the Failure to Consult », *Political Science Quarterly*, vol. 10, n° 1, printemps 1995, p. 105-123 ; J.-Y. Haine, « Kennedy, Krouchtchev et la crise de Cuba : choix rationnel et responsabilité individuelle », *Cultures & Conflits*, n° 36, hiver 1999 - printemps 2000.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

l'Europe. Dans une relation asymétrique, les choix stratégiques deviennent une affaire d'alliés, et non plus d'adversaires. Et dès que l'usage de la force est envisagé, deux dilemmes opposés se présentent aux partenaires plus faibles : guet-apens ou embuscade, abandon ou désertion[9].

Le premier dilemme peut se présenter quand la puissance dominante presse ses alliés plus faibles de mener une guerre qu'ils n'ont pas souhaitée. Les alliés peuvent être réduits à accepter l'alternative : la participation de certains alliés au conflit afghan illustre ce dilemme. Ces pays se sont engagés en Afghanistan non parce que les provinces de Kunduz, Helmand ou Kandahar concrétisaient un danger imminent pour leur propre sécurité, mais parce qu'ils estimaient que l'avenir de l'Alliance atlantique – c'est-à-dire le maintien de la garantie américaine – pouvait être en jeu. Allemands, Britanniques et Canadiens se sont ainsi engagés dans des missions de rétablissement de la paix et de consolidation de l'État afghan en étant confrontés sur le terrain à des insurgés qui se battaient pour leur survie. Cette incohérence entre motivation politique et réalité stratégique fut douloureuse et meurtrière, remettant inévitablement en cause le soutien des opinions publiques[10]. De même, plusieurs alliés européens se sont associés aux efforts américains pour endiguer la montée de Daech en Irak. Au-delà des décapitations médiatiques et des exactions des groupes islamistes, la raison principale du déploiement des *F-16* belges ou des *Mirages* français est que les États-Unis ont considéré la menace suffisamment sérieuse pour devoir être militairement endiguée. Une stratégie générale décidée à Washington[11]…

**Guet-apens ou embuscade, abandon ou désertion**

Le second dilemme – l'abandon –, peut s'avérer plus tragique encore. Si dans le premier cas de figure les Européens peuvent être amenés à consacrer des ressources à des conflits pour eux secondaires, dans le deuxième

9. L'idée maîtresse derrière la première notion – *chain gang* – est l'obligation d'accomplir une action que l'on ne voulait pas initialement entreprendre. La seconde – *passing buck* – dénote l'idée d'une obligation non remplie, d'un abandon. Sur ces notions, voir T. J. Christensen et J. Snyder, « Chain Gangs and Passed Bucks: Predicting Alliance Patterns in Multipolarity », *International Organization*, vol. 44, n° 1, hiver 1990, p. 137-168.
10. Entre 2003 et 2011, le Royaume-Uni a perdu 453 soldats et le Danemark 43, dans la province du Helmand. Près de 160 soldats canadiens et 88 soldats français ont été tués. Sur l'incohérence stratégique en Afghanistan, voir entre autres V. Felbab-Brown, *Aspiration and Ambivalence: Strategies and Realities of Counterinsurgency and State-Building in Afghanistan*, Washington D. C., Brookings Institution Press, 2012 et E. Simpson, *War from the Ground Up: Twenty-First Century Combat as Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2012.
11. Après plusieurs mois de frappes aériennes, il faut bien constater un relatif échec. Pour une critique de cette stratégie, voir S. M. Walt, « What Should We Do if the Islamic State Wins? Live with it! », *Foreign Policy*, 10 juin 2015. Sur la force de Daech, voir P.-J. Luizard, *Le piège Daech. L'État islamique ou le retour de l'histoire*, Paris, La Découverte, 2015.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

les États-Unis peuvent décider de s'abstenir dans une crise qui peut être cruciale pour les Européens. Pour la puissance dominante, et précisément parce que les impératifs de sécurité sont différents, les arguments de politique intérieure, les aléas médiatiques ou la primauté d'enjeux stratégiques supérieurs peuvent alimenter la tentation du repli ou le choix de l'abandon. Dans l'histoire des alliances, la trahison est la règle, l'assistance l'exception[12]. Dès l'émergence de la guerre froide, les États-Unis se sont montrés remarquablement solidaires vis-à-vis des Européens de l'Ouest, notamment parce qu'ils étaient convaincus que la faiblesse de leur économie et la précarité de leur sécurité pouvaient les pousser à un arrangement, voire un alignement, avec la puissance soviétique. Le maintien de l'Alliance après la chute du Mur semblait prolonger le *statu quo*, mais la crise bosniaque dissipa rapidement cette illusion. Le découplage des intérêts devint évident et il fallut trois ans – et Srebrenica – pour que les États-Unis se résolvent à utiliser – de manière indirecte – la force en Bosnie[13]. L'existence d'un traité, d'une organisation, d'une intégration militaire, peut atténuer les divergences stratégiques, mais elle ne les efface pas. L'habitude de travailler ensemble n'annule pas les perceptions, les définitions de la menace, et les réponses restent pour l'essentiel nationales. Et si le partenariat ne s'inscrit pas dans le cadre formel d'une alliance, les risques d'abandon sont encore plus grands. Pour avoir mal compris les intentions de Washington et présumé d'une assistance qui resta fictive, la Géorgie paya le prix fort en 2008 dans son conflit avec la Russie.

### *L'Europe entre deux feux*

D'une manière générale, les Européens furent bien conscients des coûts du ralliement au grand frère américain dans un partenariat aussi asymétrique que celui de l'OTAN. Mais l'aspiration à l'autonomie et à l'indépendance n'est pas facile à réaliser. Dans un monde bipolaire, chaque supergrand peut limiter toute aspiration à l'indépendance dans son camp. La crise de Suez, en 1956, apparut ainsi comme un « Waterloo européen », douloureuse mise au point imposée par Washington et relayée par Moscou sur la souveraineté réelle d'Européens sous tutelle américaine[14]. Dans un monde

12. Entre alliés, désertion et trahison demeurent les comportements les plus répandus. Entre 1815 et 1965, un quart seulement des engagements d'alliance furent honorés, les pays préférant abandonner leurs alliés dès que le risque de conflit grandissait. Voir A. N. Sabrosky, « Interstate Alliances: Their Reliability and the Expansion of War » *in* D. J. Singer (éd.), *The Correlates of War II: Testing Some Realpolitik Models*, New York, Free Press, 1980, p. 161-198 et J.-Y. Haine, *Les États-Unis ont-ils besoin d'alliés ? La politique étrangère américaine vis-à-vis de l'OTAN, de sa création à son élargissement*, Paris, Payot, 2004.

13. Au bout du compte, c'est la crédibilité de l'Alliance plus que le sort de la Bosnie qui motiva l'intervention armée. Voir J. Gow, *Triumph of the Lack of Will: International Diplomacy and the Yugoslav War*, New York, Columbia University Press, 1997.

14. Voir G. Elgey, *Histoire de la IVe République : malentendu et passion, la République des Tourmentes 1954-1959*, vol. 2, Paris, Fayard, 1997, p. 235 et R. Dietl, « Suez 1956: a European Intervention? », *Journal of Contemporary History*, vol. 43, n° 2, 2008, p. 259-278.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

dominé par une seule superpuissance, l'autonomie d'alliés plus faibles peut s'avérer également difficile. La dispute transatlantique sur la guerre irakienne de 2003 a illustré la faiblesse des Européens qui s'opposaient à cette dernière : la rébellion fut verbale et le rééquilibrage nul. L'autonomie peut être acceptée ou encouragée par la puissance hégémonique si elle ne touche pas à ses intérêts vitaux ou prioritaires. Les États-Unis, après les hésitations initiales, ont encouragé la création d'une politique européenne de sécurité et de défense parce qu'elle ne concernait qu'une part réduite du champ de la sécurité – engagements de faible intensité, opérations humanitaires et de maintien de la paix –, en gros sur un théâtre – l'Afrique – qui, d'une manière générale ne les intéressait que marginalement. La Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) n'était pas une tentative pour contrebalancer l'hégémonie américaine, mais bien une division du travail acceptée et appuyée par Washington[15]. La politique du ralliement se poursuivit donc, et elle fut d'ailleurs, d'une manière générale, bénéfique aux Européens. La France elle-même, fort encline à dénoncer l'hyperpuissance américaine, rejoignit le giron atlantique en 2009.

## Un ralliement de plus en plus coûteux

Il en va différemment pourtant dès que la structure du système international évolue vers la multipolarité. Même si la suprématie militaire américaine demeure sans équivalent, les coûts relatifs de son exercice se sont accrus. L'ascension de nouvelles puissances – certaines favorisant le militaire, d'autres l'économique, mais toutes soucieuses de leur souveraineté – a pour effet de réduire la marge de manœuvre de Washington. Compte tenu des faiblesses et divisions européennes, la politique de ralliement perdure, mais ses coûts ne peuvent que s'alourdir à mesure que la multipolarité s'installe. Telle est la conjoncture actuelle qu'illustre la crise ukrainienne.

Sans retracer ici les sources du conflit – la naïveté coupable de l'Europe, l'agressivité dangereuse de la Russie, le mépris américain pour l'une et l'autre –, cette crise illustre l'évolution des coûts de la politique de ralliement. La faiblesse européenne incite la Russie à multiplier les provocations et elle entraîne la participation des États-Unis à la résolution éventuelle de la crise, même si l'Ukraine n'est pas – et ne sera

15. Sur ce point voir B. Posen, « European Union Security and Defense Policy: Response to Unipolarity? », *Security Studies*, vol. 15, n° 2, 2006, p. 149-186 ; T. V. Paul, « Soft Balancing in the Age of U.S. Primacy », *International Security*, vol. 30, n° 1, 2005, p. 46-71 ; J. Howorth et A. Menon, « Still Not Pushing Back », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 53, n° 5, octobre 2009, p. 727-744 ; C. Lorenzo et A. Locatelli, « Bandwagoning, Not Balancing: Why Europe Confounds Realism », *Contemporary Security Policy*, vol. 33, n° 2, 2012, p. 264-288.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

pas – membre de l'Alliance[16]. La participation de Washington change la nature de la crise, transformant une dispute intrinsèquement régionale en confrontation globale. Parce que la faiblesse européenne est plus importante que les intérêts américains dans cette affaire, le changement d'échelle des enjeux peut avoir des conséquences désastreuses pour l'Europe. Deux options principales s'offrent en effet à Washington : « l'option-faucon » et « l'option-colombe ».

La première se base sur une analyse sans concession de la puissance russe : celle-ci doit être contenue, car sans opposition Moscou continuera dans sa voie expansionniste, et après l'Abkhazie, l'Ossétie et la Crimée, la Russie pourrait remettre en cause la stabilité des pays Baltes. Le sénateur McCain a ainsi dressé un parallèle entre d'éventuelles négociations avec Moscou et les accords de Munich de 1938[17]. Parallèlement, le sous-secrétaire d'État aux Affaires européennes Victoria Nuland, le Commandant suprême des forces alliées en Europe le général Philip Breedlove, et des membres du Congrès, se déclaraient en faveur de livraisons d'armes à l'Ukraine[18]. Cette ligne dure présente le risque d'une escalade militaire à laquelle ni les Ukrainiens ni les Européens ne pourraient faire face, et s'égare sur les enjeux du conflit. Pour la Russie, l'Ukraine constitue une question cruciale, mais pour les États-Unis le conflit est sans intérêt critique direct. Tout surenchérissement provoquerait une réaction militaire de Russes qui ont clairement affiché leur détermination, alors que les Américains n'ont aucune intention de prendre directement part au conflit[19]. Dans une telle configuration, Ukrainiens et Européens seraient les premières victimes d'une escalade qu'ils n'auraient pas souhaitée.

La seconde option, qui a les faveurs du président Obama, part de prémisses différentes, mais comporte autant de risques pour les Européens. Elle considère que l'Europe est assez forte pour gérer seule cette crise dans son arrière-cour. Après tout, l'empreinte économique de l'Union européenne est bien plus importante que celle de la Russie. Ensuite, cette approche intègre l'émergence de la multipolarité et mesure les conséquences de la

16. La majorité des Européens ont été clairs sur leur refus de voir Kiev rejoindre l'OTAN. Le président Hollande a bien précisé que l'adhésion de l'Ukraine n'était pas « désirable », position reprise par plusieurs pays européens dont l'Allemagne. À ce propos, voir B. Vitkine et Y.-M. Riols, « L'Europe en médiateur entre Moscou et Kiev », *Le Monde*, 6 février 2015.
17. Voir J. Huggler, « Ukraine Crisis: US Officials Compare Peace Efforts to Appeasing Hitler », *The Telegraph*, 8 février 2015.
18. Voir M. Gebauer, « Breedlove's Bellicosity: Berlin Alarmed by Aggressive NATO Stance on Ukraine », *Der Spiegel Online*, 6 mars 2015.
19. Comme l'avait résumé Thomas Schelling : « La projection de forces pour combattre en dehors de ses frontières est un fait militaire. Persuader ses ennemis et ses alliés de son intention de le faire, dans des circonstances risquées et coûteuses, demande plus que de seuls outils militaires. Il demande la projection d'*intentions*. », *in* T. Schelling, *The Strategy of Conflict*, Oxford, Oxford University Press, 1963, p. 147.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

crise ukrainienne sur le système international, plus que ses répercussions régionales. Moscou peut être un problème dans l'Est européen mais reste un atout pour la résolution de questions internationales que Washington considère comme plus importantes qu'une dispute localisée. Sans Moscou, les négociations sur le nucléaire iranien avaient peu de chances d'aboutir ; le rôle de la Russie a été décisif dans la question des armes chimiques en Syrie ; il l'est encore pour le conflit contre Daech ; son siège de membre permanent au Conseil de Sécurité rend Moscou incontournable pour toute action collective, qu'il s'agisse de changement climatique ou d'interventions humanitaires. Pour ne pas s'aliéner la Russie, certaines concessions peuvent donc être nécessaires au niveau régional. Autrement dit, pour préserver la bonne entente entre les grands, les États-Unis pourraient être tentés d'abandonner l'Europe à son sort[20]. Et plus le monde deviendra multipolaire, plus le risque d'abandon sera élevé.

Ces deux options présentent donc des risques stratégiques considérables pour les Européens : la première peut déboucher sur une escalade militaire que l'Europe n'aurait pas voulue et qu'elle serait incapable d'assumer ; la seconde pourrait entériner un fait accompli au profit des Russes et au détriment des Européens.

### *Un nouveau temps gaullien ?*

Responsables français et allemands semblent avoir perçu les dangers que pouvait susciter une gestion strictement américaine de la crise ukrainienne. En février 2015, le président Hollande et la chancelière Merkel ont lancé d'un commun accord – changement bienvenu par rapport à l'habituelle cacophonie européenne – l'initiative diplomatique qui allait déboucher sur les accords de Minsk II. Vis-à-vis de la Russie, Berlin et Paris ont réalisé que le processus d'élargissement de l'Europe, même limité à une association économique, n'était pas aussi neutre et innocent que l'avaient estimé les fonctionnaires de Bruxelles[21]. L'Allemagne, de manière réticente, et la France, en dépit de sa faiblesse, se sont donc résignées à négocier un accord géopolitique avec la Russie, basé sur les rapports de puissance en Europe. Vis-à-vis de Washington, les Européens ont compris qu'une approche atlantique était peu probable dès lors que de part et d'autre de l'océan les enjeux stratégiques étaient perçus de manière différente. La crise

20. Comme le résumait un éditorialiste américain : « Oui, Washington fut indigné par le comportement russe. Oui, le secrétaire d'État Kerry fut à Sotchi en mai dernier pour négocier avec Poutine. Mais finalement, face à l'agression russe, l'indifférence, impensable il y a dix ans, prédomina à Washington. », *in* R. Cohen, « Western Defeat in Ukraine », *The New York Times*, 4 juin 2015.

21. Voir N. MacFarlane et A. Menon, « The EU and Ukraine », *Survival*, vol. 56, n° 3, juin-juillet 2014, p. 95–101 et J. J. Mearsheimer, « Why the Ukraine Crisis Is the West's Fault ? The Liberal Delusions That Provoked Putin », *Foreign Affairs*, vol. 93, n° 3, septembre-octobre 2014, p. 77-89.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

ukrainienne débouchait donc sur un temps gaullien, un moment où les responsables européens comprirent qu'il fallait une solution européenne à une crise qui était essentiellement européenne. Le processus de Minsk, même s'il demeure fragile, aléatoire, est la manifestation diplomatique de cette nouvelle réalité géopolitique et il replace le couple franco-allemand au cœur de la sécurité en Europe[22].

Ce moment gaullien n'est pas le premier, mais il pourrait être décisif. Souvent, la France a contesté un ordre bipolaire où Washington et Moscou prenaient des décisions sur l'Europe sans l'Europe. « La cause américaine n'est pas toujours nécessairement notre cause[23] », avait confié le général de Gaulle au chancelier Adenauer dès 1958. Avec l'émergence de la multipolarité, elle le sera de moins en moins. La traditionnelle revendication française d'autonomie est plus que jamais stratégiquement fondée ; mais la France est aujourd'hui politiquement faible. L'Allemagne présente des caractéristiques inverses. Sa puissance économique l'a projetée au cœur des affaires européennes ; par défaut plutôt que par volonté, Berlin se retrouve désormais la puissance dominante en Europe. Parallèlement, sa relation avec Washington a évolué : la guerre d'Irak, les désillusions afghanes, les effets du scandale des écoutes ont alimenté le ressentiment à l'égard du grand frère américain. Mais ce nouveau rôle diplomatique est prématuré au goût de Berlin et l'usage de la force militaire encourt toujours outre-Rhin l'anathème : le manteau de leader reste, pour les Allemands, inconfortable. L'Allemagne est forte mais reste stratégiquement innocente.

## Un rôle pour la France et pour l'Allemagne

La question fondamentale qui se présente aux Européens est donc celle-ci : les dissensions internes prendront-elles le pas sur les nécessités géopolitiques de l'autonomie ? Les rancunes sur la crise de l'euro, les rancœurs sur la question migratoire, les tentations de repli nationaliste, la diminution constante des budgets militaires, rendront-elles définitivement illusoire une diplomatie et une défense communes que l'évolution de la structure internationale rend pourtant nécessaire ? Parce que les structures en relations internationales sont fragiles, parce que les décideurs peuvent – temporairement du moins – les ignorer impunément, il n'est

22. De nouveaux pourparlers entre Russes, Français et Allemands ont eu lieu à Berlin début septembre 2015. Pour le ministre allemand des Affaires étrangères, les parties au conflit sont « très proches » d'un retrait total des armes le long de la ligne de front. Voir « Ukraine Ceasefire Talks Make Significant Progress », BBC News, 13 septembre 2015.

23. Entretiens entre le général de Gaulle et le chancelier Adenauer à Bad-Kreuznach, 27 novembre 1958, Cabinet du ministre Couve de Murville, *Documents diplomatiques français*, vol. 13, n° 2, Paris, Imprimerie nationale, 1993.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 26/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

pas sûr que la raison stratégique l'emporte sur les divisions politiques. La crise ukrainienne a montré que dans un monde multipolaire, la politique de ralliement systématique à Washington pouvait être dangereuse ou vaine. Comme le notait diplomatiquement le président du Conseil européen Donald Tusk : « Nous devons apprendre à vivre sans illusion… Les Européens doivent envisager une politique de défense nouvelle et plus ambitieuse et pas seulement dans le cadre de l'OTAN[24]. » L'Europe de 2015 est bien celle de la fin des illusions.

**Mots clés**
Union européenne
États-Unis
Alliance atlantique
Crise ukrainienne

24. J. Kanter et A. Higgins, « European Official Not Ready to Stiffen Russia Sanctions », *The New York Times*, 8 mars 2015.